

Au-delà de la politique, comprendre l'imaginaire macronien

JEAN-PIERRE LE GOFF

Un an après l'arrivée à l'Élysée du plus jeune président de la V^e République, le sociologue, qui vient de publier un essai indispensable sur « Le Monde d'hier » (Stock), dessine les contours du « nouveau monde » en marche. S'il faut reconnaître qu'Emmanuel Macron se démarque de ses prédécesseurs, il accentue aussi un phénomène antérieur à son élection, celui d'un président omniprésent, notamment sur le registre commémoratif. Sans se prononcer sur les réformes en cours, l'auteur des « Illusions du management » analyse les enjeux du projet volontariste et adaptatif des macroniens. Selon lui, la promesse messianique d'une France réconciliée avec la mondialisation ne peut faire sens pour la majorité de la population. Alors que la révolte gronde contre le gouvernement, le spécialiste de « l'héritage impossible » de Mai 68 ne voit rien de commun entre les révoltés des Trente Glorieuses et les nihilistes violents qui cassent et occupent les universités aujourd'hui.

➤ Lire aussi **PAGES 2 À 5**

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS
@Vtremolet

LE FIGARO. - Un an après son élection, Emmanuel Macron a imposé un style et une pratique politique. Comment définir l'image que donne le président de la République depuis son accès au pouvoir ?
Jean-Pierre LE GOFF. - Que l'on soit ou non d'accord avec sa politique, commençons par reconnaître que le président Macron a rompu avec le pouvoir informel de ses prédécesseurs. À sa manière, il apparaît cohérent dans sa volonté de réformer le pays ; sur le plan international, il a su revaloriser l'image et la place de la France dans le monde. C'est déjà beaucoup. Cette restauration de l'autorité du politique n'en comporte pas moins des points de faiblesse interne. Emmanuel Macron entend retrouver la hauteur et la distance qui sied à la fonction présidentielle, en même temps qu'il est omniprésent sur tous les dossiers de la réforme. SNCF, hôpitaux, Ehpad, handicap, formation, universités, religion et routes à 80 km/h..., rien ne semble pouvoir lui échapper. Les compétences du président sont transversales à tous les domaines et il se fait fort de le montrer à la moindre occasion, à tel point qu'on en oublierait presque les responsabilités et les compétences propres du premier ministre et du gouvernement. D'autre part, ses références intellectuelles et historiques, ses discours soigneusement ciselés contrastent avec nombre de ses déclarations à l'emporte-pièce sur le « premier de cordée » ou sur les « gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien »... Il n'hésite pas à affronter les critiques et les oppositions, taclant ses adversaires et des journalistes narcissiques soigneusement choisis comme dans un spectacle d'affrontement entre ego. De la verticalité du pouvoir présidentiel à l'horizontalité d'une confrontation médiatique à n'en plus finir (« Chiche » on remettra ça !), de la stature du chef d'État et de chef des armées (avec photos à l'appui), à celle du communicant et du débatteur omniscient, sans oublier le côté glamour et people..., le président est présent à tous les étages et la mise en scène est partout. C'est cette capacité de changer rapidement de fonction et d'image, d'incarner tous les plans, de mobiliser tous les symboles, de vouloir maîtriser tous les signes de la communication... qui me

frappe le plus. Il faut s'interroger sur cette volonté d'incarner tous les rô-

les à la fois, sur ce qu'elle nous dit d'un état de la politique et de la société.

Le rôle des discours et des décors historiques est-il essentiel dans la geste macronienne ?

Oui, mais Emmanuel Macron accentue un phénomène qui ne date pas de son élection. Son prédécesseur qui se voulait un « président normal » a fini par multiplier les commémorations à l'aune d'une « mémoire » émotionnelle et victimaire accompagnée de l'invocation éthérée de nobles valeurs et de bons sentiments. Pour une politique qui a perdu le fil du récit national et européen et se dilue dans l'adaptation gestionnaire et comptable, l'histoire, tout comme la philosophie et la littérature, sont avant tout célébrées comme des références emblématiques qui peuvent jouer le rôle de distinction et de supplément d'âme à une fuite en avant. On en rajoutera d'autant plus que les réformes dans tous les domaines en-

C'est cette capacité de changer rapidement de fonction et d'image, d'incarner tous les plans, de mobiliser tous les symboles, de vouloir maîtriser tous les signes de la communication... qui me frappe le plus

traînent subrepticement une reconfiguration sociale et culturelle du pays qui marque une rupture avec une filiation historique et une certaine « idée de la France ». Le président Macron en a sûrement conscience, mais il y a quelque chose de décalé et d'artificiel dans ses « images fortes » et ses exercices de style. Il manie les symboles selon les circonstances et change rapidement de personnage comme dans une pièce de théâtre où l'acteur principal voudrait jouer tous les rôles et séduire tous les publics, en choisissant les habits et le décor par la même occasion.

Dès les années 1980, vous décriviez la figure du manager, éternel gagnant, comme une figure d'identification. Nous y sommes ?

C'est l'un des traits frappants d'un nouvel air du temps qui s'est développé depuis les années 1980. On a vu émerger la figure du jeune manager qui anime et dirige ses équipes avec une « motivation » hors du commun, de multiples « boîtes à outils » et un sourire déconcertant. Ce modèle a prospéré dans l'« ère du vide » et du narcissisme qui a fait suite à la crise des engagements collectifs, des idéologies et des grands récits historiques. Relativisme et patchwork culturel, capacité de parler et d'avoir réponse à tout sans être vaincu par grand-chose, règne de l'image et de la séduction... tels étaient alors les traits de l'individualisme post-moderne. Dans ce nouveau contexte, passant outre l'expérience professionnelle et humaine, la culture générale et le recul réflexif, de multiples stades étaient censés faire acquérir au plus vite des capacités hors du commun. Ils permettaient d'« être leader », de développer le « savoir être », de « motiver » et de « mobiliser » ses subordonnés... Des « outils miracles » préféraient « exceller » dans la direction des équipes et la communication en réduisant le langage à des codes et à des signaux qu'on pourrait manipuler à loisir tout comme le comportement de l'être humain.

Ce modèle de la « performance sans faille » flatte l'ego et peut constituer un miroir aux alouettes pour des cadres et des jeunes avides d'ascension sociale. Dans ce modèle, les limites et l'échec, les critiques et les contradictions sont vécus comme une remise en cause de l'image de la toute-puissance, une blessure narcissique difficile à cicatrifier, même si dans ce domaine, les « psys » et les gourous du bien-être peuvent jouer le rôle d'infirmerie sociale. L'activisme devient un mode d'existence qui abolit la séparation entre vie professionnelle et vie privée, travail et loisirs, jours ouvrables et week-ends et jours fé-

riés, sans compter les soirées, voire les nuits où vous pouvez être constamment sollicité grâce aux nouvelles technologies de l'information et de communication. L'espace de la vie privée et familiale, les activités de libre sociabilité, la littérature et les arts, la libre réflexion, la spiritualité... n'ont plus vraiment leur place dans ce modèle de la performance à tout prix. Et pour nombre de ceux qui ont choisi de faire une brillante carrière, le fait d'avoir des enfants peut devenir un handicap, car il faut avoir du temps à leur consacrer.

Comment voyez-vous le projet d'Emmanuel Macron ? La notion de « nouveau monde » invoquée par les macroniens vous semble-t-elle pertinente ?

Les macroniens intègrent les évolutions dans un projet volontariste et adaptatif qui véhicule une vision du monde qui ne va pas de soi. Ils apparaissent optimistes et résolus en faisant valoir les bienfaits possibles de l'adaptation de la France à la mondialisation. Les réformes orientées dans cette perspective impliquent des efforts et des sacrifices en supposant qu'au bout du compte chacun y gagnera, tout d'abord en termes d'emploi ; la France, ayant assaini sa dette et étant réformée comme il se doit, pourra peser plus efficacement au sein de l'Union européenne et dans le monde. Mais, par-delà l'appréciation portée sur telle ou telle réforme, le macronisme ne se démarque pas fondamentalement d'un imaginaire qui ne date pas d'aujourd'hui. Dans la rhétorique de la « Modernisation », de la « Réforme », du « Changement » qui a envahi l'espace politique et médiatique depuis des années, les évolutions impliquent une sorte de révolution culturelle permanente où chacun est appelé à prendre conscience du monde nouveau et à se remettre perpétuellement en cause. Les individus se doivent d'être toujours jeunes, brillants et en bonne santé pour être constamment « autonomes et responsables », « ouverts », « mobiles » et « réactifs »... La multiplication des chantiers de la réforme, les annonces à répétition... donnent le tournis. Si le changement et l'adaptation à tous crins deviennent paradoxalement des normes, à quels repères stables peut-on encore s'accrocher ? L'économie et les compétences profes-

La France n'est pas composée de millions de « petits Macron » à l'image de la personnalité hors norme de son président ; elle n'est pas une entreprise, et la politique ne se confond pas avec le management

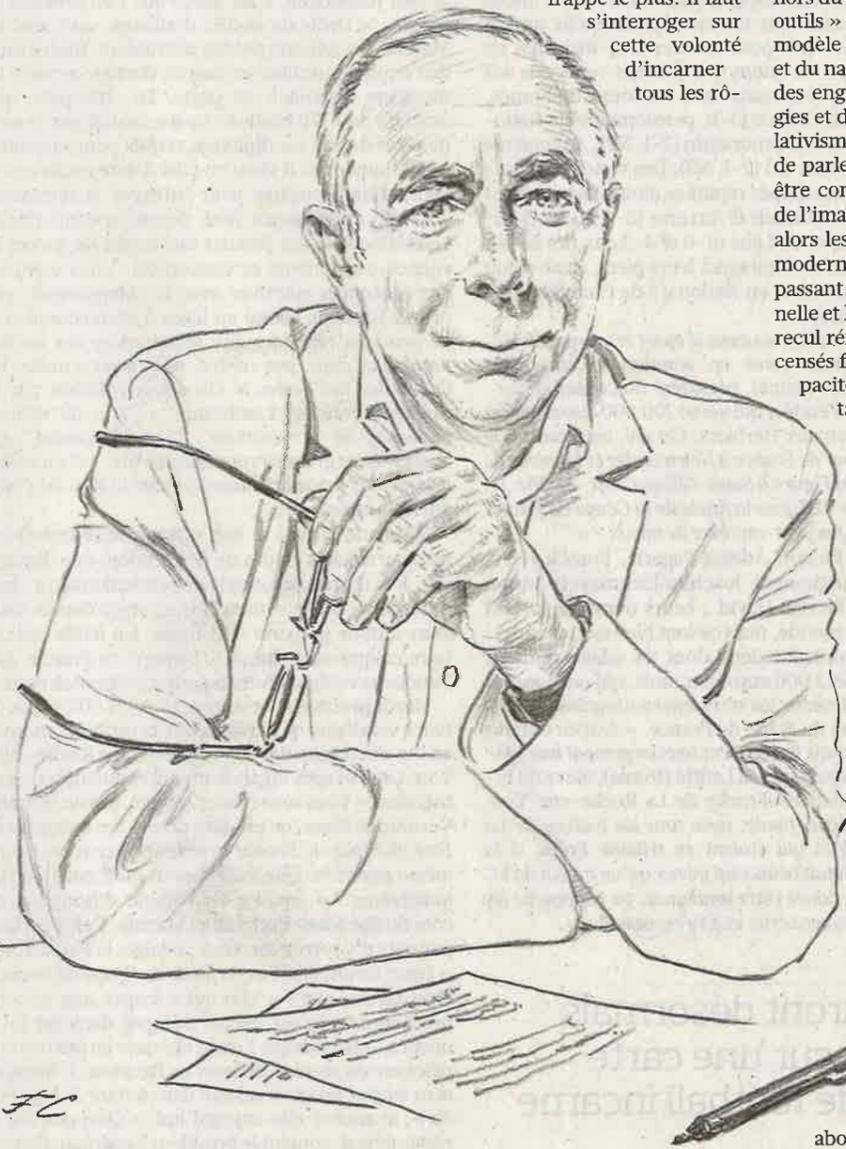
sionnelles ne sont pas seules en cause, c'est toute une façon de vivre, d'agir et de penser qui peut paraître obsolète. Par-delà les grands discours et les coups de chapeau donnés à l'histoire, aux grands hommes et à la culture, que devient notre « cher et vieux pays », notre modèle républicain et social ? Quelle laïcité ? Quelle conception nous faisons-nous de la condition humaine et de la vie en société ?... Le flou et les dérobades enveloppées dans de beaux discours me paraissent être des faiblesses du macronisme qui, à sa façon, continue la fuite en avant.

Comment un tel projet et une telle vision du monde pourraient-ils unifier le pays ?
La promesse messianique d'une France adaptée au nouveau monde de la mondialisation, enfin réconciliée avec elle-même dans une Europe protectrice, se heurte à des réalités plus prosaïques. L'adaptation à la mondialisation dans une logique de l'urgence, les restrictions budgétaires, la mobilité professionnelle dans un monde déstabilisant... ne peuvent faire sens pour la majorité de la population, surtout quand ceux qui ne cessent d'en appeler à faire des efforts disposent de confortables situations. Le changement et les sacrifices demandés ne semblent jamais avoir de fin. L'Union européenne ne parvient pas à sortir d'une vision comptable et technocratique, des dogmes de la libre concurrence et du dumping social malgré les grandes

déclarations sur la nécessité d'une « Europe protectrice ». C'est l'idée même d'un progrès économique et social qui paraît aujourd'hui en question dans un monde de plus en plus concurrentiel où le coût du travail et la main-d'œuvre servent de variables d'ajustement. Le « social » semble devenu une sorte d'intendance et d'assurance minimale pour l'adaptation au « changement ». Depuis combien d'années répète-t-on à satiété que l'on finira par voir le bout du tunnel ? En attendant, l'activisme est devenu un nouveau mode d'existence sociale sur fond de déstabilisation et de sourde angoisse sur soi-même : est-on jamais sûr de son « employabilité », d'être toujours à la hauteur des compétences et des performances exigées pour s'adapter à un monde chaotique ? Que signifient la « mobilité », la « formation tout au long de la vie », la « liberté de choisir son avenir professionnel »... pour des salariés et des chômeurs âgés de 50 ans et plus ? Peut-on croire sérieusement qu'il n'y aura pas de laissés-pour-compte dans la « bataille » de la compétitivité et de la performance ? La vision d'une société individualiste qui ne serait composée que de « gagnants » n'a rien de rassurant pour une majorité de la population. Elle peut peut-être trouver de l'écho dans une partie des nouvelles générations, des jeunes diplômés, des cadres, des entrepreneurs, des chefs d'entreprise... Mais la France n'est pas composée de millions de « petits Macron » à l'image de la personnalité hors norme de son président ; elle n'est pas une entreprise, et la politique ne se confond pas avec le management. La déculturation historique et la nouvelle fracture générationnelle constituent peut-être un terreau favorable, mais une telle vision de la société ne peut s'ancre en profondeur dans le pays. Faute de s'inscrire dans un cadre structurant et stable qui lui garde figure humaine, le changement est synonyme de chaos et de régression, malgré tous les efforts des politiques, des managers et des communicants pour essayer de démontrer le bien-fondé économique des réformes.

Vous publiez un essai sur la France d'avant Mai 68. Que vous inspirent les mouvements étudiants ou zadistes de ce printemps 2018 ?

Les violences de groupes minoritaires ont assez duré et l'ordre républicain doit s'appliquer sans faiblesse. Au-delà des aspects spectaculaires des désordres et des affrontements, la comparaison avec les événements de mai-juin 68 ne tient pas. Ces événements sont intervenus en pleine période des Trente Glorieuses ; les références au mouvement ouvrier, les idéologies et les récits historiques continuaient d'imprégner les esprits ; les étudiants en révolte étaient des « héritiers rebelles » considérés encore comme les futures élites de la nation... Aujourd'hui, on a affaire à des minorités d'adolescents prolongés nourris du « droit à la réussite pour tous » et des restes d'un gauchisme post-soixante-huitard affaibli qui ont fait des facs de lettres et de sciences humaines leur dernier bastion. Quant aux casseurs de l'ultra-gauche, ils témoignent d'un nihilisme post-moderne pour qui la violence, « casser du flic » et détruire constitue un dévouement. D'un point de vue plus global, les analogies avec la situation en mai 1968 n'ont pas grand sens. Les dirigeants de l'époque entendaient maintenir l'équilibre entre l'ordre et le changement ; ils inscrivaient la modernisation dans une histoire séculaire du pays ; ils étaient opposés au mouvement de Mai 68, mais ils n'avaient pas moins conscience d'une « crise de civilisation ». Qu'en est-il aujourd'hui de cet équilibre, de cette histoire et de cette civilisation ? ■



FABIEN CLAIREFOND



La France d'hier

Jean-Pierre Le Goff
STOCK, 288 PAGES,
21,50 EUROS